Ah, la pub !

Avant de mettre à la poubelle un tas de journaux qui traînent depuis l'été dernier au fond du garage, j'en feuillette encore quelques-uns du genre « *panem et circenses* », et je tombe sur une pub pour le FASTT, association loi 1901 qui propose aux intérimaires « *des services pour réaliser plus facilement [leurs] missions (sic)* », comme location de véhicules à prix réduit, aides au permis, solutions temporaires de logement, gardes d'enfants à domicile (grâce sans doute à d'autres intérimaires ...), et autres fariboles.

Ce **Fonds d'Action Sociale du Travail Temporaire**, financé par les entreprises de travail temporaire, qui achètent ainsi une bonne conscience à pas cher, a été créé par des « partenaires sociaux ». On a vu quel est le versant patronal de ce partenariat et on s'interroge sur l'autre versant, celui des syndicats dits ouvriers. Et il n'y en a pas des tonnes. Quelle organisation « ouvrière » peut souscrire à une telle entourloupe ? La CFDT ? Son patron CHEREQUE s'en serait gargarisé depuis longtemps. La CFTC ? La CGC ? Le progrès en marche ...

On apprend aussi que les petits boulots proposés par ces entreprises négrières sont des « *missions* » confiées à des jeunes sans le sou et sans travail ; ça leur fait une belle jambe ! Comme aux femmes de ménage maliennes qui bossent entre 21 h le soir et 6 h du lendemain matin dans les bureaux des centres villes et des périphéries urbaines spécialisées, d'avoir été promues « *techniciennes de surface* » !

Le verbiage pour dissimuler l'incurie. Le baratin pour noyer le poisson de l'injustice sociale ...

Il y a toute apparence que ce type d'associations sera considérée comme un bon prélude, puis un bon prolongement au plan jeunes de notre SARKOZY omniscient.

Le travail temporaire, c'est la précarité marchandisée par des entreprises qui ayant cotisé au FASTT vont se labelliser « citoyennes » alors qu'elles tirent profit, comme des maquerelles, de la détresse sociale. Des travailleurs sans emploi, déclassés par les exigences de l'économie de marché et de l'idéologie libérale sont ainsi offerts pour dépanner un patronat qui ne veut surtout pas sortir trop d'argent de la caisse.

Cela dure depuis un tiers de siècle, et à l'échelon mondial : **de plus en plus de profits et de moins en moins de masse salariale** ! Tout est bon pour faire pression sur la rémunération du travail : le chômage, la précarité, l'intérim, le travail des enfants, celui des femmes sous-payées, les travailleurs étrangers clandestins, et, avec la réforme de l'enseignement pro, le développement de l'apprentissage au noir !

Et les impôts des travailleurs – y compris les impôts indirects sur les biens de consommation courante – servent à tirer les banques du mauvais pas où elles se sont elles-mêmes fourrées et à servir des rentes de situation aux entreprises privées de construction automobile qui en dépit de ces prébendes délocalisent et licencient.

Pendant ce temps, l'Etat dégraisse les services publics au lieu de les substituer aux prédations du Capital ! Pire, en réduisant certains secteurs de l'impôt, il favorise la spéculation ...

Le FASTT a de beaux jours devant lui et son inutilité patente aussi. Sans compter que les cotisations sont déductibles des impôts auxquels sont assujetties les entreprises de travail intérimaire. Donc le FASTT peut avoir le sourire comme l'ont les deux jeunes intérimaires qui s'enlacent sur la page de pub.

Se fouta-t-on encore longtemps des travailleurs ?

Censeo capitalismum esse delendum